



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Souscription d'assurances construction pour les opérations de construction de la piscine Bougainville et les travaux du bâtiment PEM Gèze

Lot 4 : Assurance « Tous risques chantier » et ses garanties complémentaires pour le bâtiment du PEM GEZE

SOMMAIRE

ARTICLE 1er – DEFINITIONS	3
ARTICLE 2 – NATURE DES GARANTIES	4
2.1 – Garantie de base	4
2.2 – Garanties complémentaires	5
ARTICLE 2 – MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISE	6
ARTICLE 3 – EXCLUSIONS	6
ARTICLE 4 – POINT DE DEPART ET DUREE DES GARANTIES	7
4.1 – Garanties pendant la période de construction	7
4.2 – Garanties pendant la période de maintenance	8
ARTICLE 5– SINISTRE	8
5.1 Détermination de l'indemnité	8
5.2 Modalités de règlement de l'indemnité	8

ARTICLE 1er – DEFINITIONS

Assurés

- La personne morale ayant qualité de maître d'ouvrage mentionnée dans la note de présentation de l'opération jointe au présent marché et, ses mandataires et assistants jusqu'à la réception ;
- Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens liés au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ainsi que leurs sous-traitants, participant à la réalisation de l'ouvrage sur le site du chantier ;
- Les entreprises liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ainsi que leurs sous-traitants, participant à la réalisation de l'ouvrage sur le site du chantier ;
- Les contrôleurs techniques ;
- Les fournisseurs s'ils interviennent sur le site du chantier ;
- Les conseils, assistants, consultants, associés, mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus ;

D'une manière générale tout intervenant sur le chantier, même non désigné dans la police pour autant que le montant de ses prestations soit intégré à l'assiette du coût de l'opération déclarée.

Chantier :

Zones allouées par le Maître d'ouvrage à l'ensemble des assurés pour mener à bien la réalisation de l'opération. Plus précisément c'est le lieu d'édification de l'ouvrage définitif objet de l'opération de construction

Contrôleur technique

La personne, désignée aux conditions particulières, agréée ou exerçant dans les conditions prévues par l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation, et appelée à intervenir, à la demande du maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

Date ouverture de chantier

L'ouverture de chantier est une date unique pour l'ensemble des intervenants, quel que soit le moment où ils interviennent sur le chantier.

Pour les travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date de déclaration d'ouverture du chantier mentionnée au premier alinéa de l'article R.424-16 du code de l'urbanisme.

Pour les travaux ne nécessitant pas la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date du premier ordre de service ou à défaut de la date effective de commencement des travaux.

Dommages Matériels :

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

Dommages Immatériels :

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

Maître d'ouvrage

La personne, physique ou morale, désignée dans la fiche de présentation, qui conclut avec les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

Ouvrage assuré

Ouvrage décrit dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché ainsi que ouvrages provisoires ou permanents prévus au marché ou nécessaires à son exécution, machines, machineries, matériaux et éléments d'équipement déchargés sur le site du chantier, destinés à faire partie intégrante de l'ouvrage, des études, plans, dessins, notes de calcul, contrôles et essais de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre.

Réalisateurs :

L'ensemble des constructeurs désignés dans la fiche de présentation ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont mentionnés au 1° de l'article 1792-1 du code civil et sont liés, à ce titre, au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur, et qui participent à la réalisation de l'opération de construction.

Réception :

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du code civil.

Sinistre :

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.

Souscripteur :

La personne morale, désignée dans la note de présentation, qui fait réaliser des travaux de construction et qui a, en sa qualité de maître d'ouvrage souscrit une assurance TRC tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

ARTICLE 2 – NATURE DES GARANTIES

2.1 – Garantie de base

La police « Tous risques chantier » a pour objet de garantir, pendant la période de construction de l'ouvrage, le paiement de tous les dommages matériels subis par les biens assurés dès lors qu'ils se trouvent sur le site du chantier, quelle qu'en soit l'origine.

Sont notamment garantis, sous réserve des exclusions mentionnées supra, les dommages résultant :

- d'erreurs et/ou défauts de conception, de calcul, de plan ou d'atelier, de fabrication, de démolition, de démontage, de construction, de montage, d'assemblage, de stockage et/ou de mise en œuvre (les dommages à la partie viciée étant également compris dans la garantie), d'un vice de matière, des matériaux ou matières premières ;
- d'un effondrement des ouvrages garantis, quelle qu'en soit l'origine ;
- d'incendie, d'explosions, des eaux, de la foudre, du gel, de la grêle, de tempête, de glissement ou d'affaissement de terrains ;
- en cas de réceptions partielles, de ceux provenant de parties d'ouvrage pas encore réceptionnés subis par les ouvrages neufs (dommages en répercussion),
- de grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme, de sabotage ou de vandalisme et d'attentats dans le cadre d'actions concertées ou non ;
- de catastrophes naturelles, dans les conditions fixées par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 et ses textes d'application ou d'évènements naturels.

2.2 – Garanties complémentaires

2.2.1 Garantie « Maintenance visite »

Est garanti le paiement de tous dommages matériels, subis, par tout ou partie de l'ouvrage, imputables à l'assuré, à l'occasion de l'accomplissement des seules obligations contractuelles qui lui incombent, conformément à son marché, lorsqu'il revient sur le chantier à l'occasion des visites de contrôle, d'entretien ou de réparation et levée de réserves.

2.2.2 Garantie pour les frais consécutifs à un dommage garanti dite garantie « frais »

Sont garantis, sous réserve qu'ils soient consécutifs d'un sinistre garanti :

- **Les frais de déblaiement et démolition :**

Les frais de démolition, nettoyage, déblaiement, retraitement, sauvetages nécessaires à la réparation des biens assurés ou pour la poursuite de l'opération.

- **Mesures conservatoires d'urgence ou menace grave et imminente d'effondrement :**

Les frais exposés par l'assuré pour faire face à une menace grave et imminente d'effondrement ou pour prévenir l'aggravation ou l'extension d'un événement garanti par le présent marché.

- **Le coût de travaux supplémentaires résultant d'un vice imprévisible du sol**

- **Frais de réparation provisoire :**

Les frais de réparation provisoire ou de fortune qu'il est nécessaire d'engager pour permettre la poursuite normale du chantier ou pour permettre l'utilisation de l'ouvrage à la date prévue sous réserve de l'accord de l'Assureur.

- **Les dommages aux existants**

- **Honoraires des hommes de l'art :**

Les honoraires des hommes de l'art (bureaux d'études, d'architectes, ... de tout organisme spécialisé choisis par l'Assuré) chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de maîtrise d'œuvre de l'opération.

- **Honoraires d'expert :**

Frais et honoraires d'expert que l'assuré aura lui-même choisi et nommé dans la limite de l'application du barème professionnel et du montant réellement payé.

- **Heures supplémentaires**

Les frais d'heures et de travail exécutés en dehors des heures normales et notamment les frais de mains d'œuvre des dimanches, jours fériés et de nuit

- **Frais de transport :**

Les frais de transport aérien, express, fluvial et terrestre nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires ainsi que les frais de douane.

ARTICLE 2 – MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISE

Le montant global de la garantie principale doit pas être inférieur au **coût prévisionnel de l'opération objet du marché** (montant prévisionnel des travaux et honoraires techniques) soit en l'état 1 066 000 TTC.

Travaux	Gros-œuvre	568 066,80 €
	CFO/CFA/SSI	95 996,40 €
	Serrurerie	153 704,40 €
	Signalétique	28 800,00 €
	TOTAL	846 567,60 €
Maitrise d'oeuvre		197 340,00 €
Contrôleur technique		6 252,00 €
CSPS		15 600,00 €
Bureaux d'études		Sans objet
TOTAL GENERAL		1 065 759,60 €

Sont fixées les sous-limitations particulières suivantes :

- **Maintenance-visite** : 700.000 € par sinistre
- **Frais de déblaiement et démolition** : 30% du montant du sinistre dans la limite de 1.000 000 €
- **Mesures conservatoires d'urgence ou menace grave et imminente d'effondrement** : 600.000 € par sinistre
- **Vice imprévisible du sol** : 1.000.000 € par sinistre
- **Frais de réparation provisoire** : 150.000 € par sinistre
- **Honoraires des hommes de l'art ou d'expert** : 100.000 € par sinistre
- **Heures supplémentaires/Frais de transport** : 1.000 000 €

Franchise par sinistre applicable à la TRC et ses garanties complémentaires (sauf garantie Cat Nat) : 5.000 € (CINQ MILLE EUROS)

Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages matériels consécutifs à un même évènement ou résultant d'une même cause technique, événement, fait générateur.

ARTICLE 3 – EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie « TRC » et ses garanties complémentaires :

- Les Dommages causés intentionnellement par l'Assuré lui-même ou avec sa complicité, ainsi que ceux provenant d'un fait générateur connu de l'Assuré et dont il n'aurait pas déclaré l'existence à l'Assureur à la date de souscription de la police,
- Les Dommages causés par la cessation totale ou partielle des travaux dans la mesure où les dommages seraient de ce fait inévitables ou lorsque l'Assuré dans ce même cas a manqué de prendre les précautions raisonnables à dire d'expert pour protéger les biens assurés et pour éviter ou diminuer de tels dommages ou frais,
- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement soit par les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiation, provenant de la transmutation de noyau d'atome et / ou de la radioactivité, soit par les effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules,

- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement :
 - Par la guerre étrangère : il appartient aux Assurés de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que la Guerre étrangère,
 - Par la guerre civile,
 - Du fait du lock-out,
 - La confiscation ou la destruction par ordre ou décision des autorités civiles ou militaires.
- Tous les frais quels qu'ils soient qui seraient engagés pour rechercher ou supprimer des défauts ou pour rectifier des vices de plans ou pour mettre les biens faisant l'objet des garanties du présent contrat en conformité avec les spécifications techniques du marché ou pour apporter à ces biens une modification ou un perfectionnement quelconque.
Toutefois, restent couverts les dommages matériels causés aux biens objets du marché résultant de ces vices, défauts ou malfaçons y compris la partie viciée elle-même.
- Les Dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement, à la détérioration provenant d'une altération de substance, étant entendu que restent garantis :
 - Les dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine
 - Les dommages mêmes directs, consécutifs à un événement soudain et imprévu.
- Les Dommages causés ou subis par les ouvrages ayant motivé des réserves du Maître d'œuvre ou d'un bureau de contrôle lorsque le sinistre trouve son origine dans la cause même de ces réserves tant que celles-ci n'auront pas été levées si les intéressés n'ont pas apporté la diligence nécessaire à dire d'expert pour réaliser les actions permettant la levée desdites réserves.
- Les Dommages résultant de réparations provisoires ou de fortune ainsi que ceux résultant de recherches expérimentales,
- Les pertes ou manquants constatés pendant ou après inventaire,
- Les dommages de nature esthétique : tags, rayures, ébréchures...,
- Les dommages à l'ouvrage résultant de l'application des articles 1792 et suivants, et 1792-4-1 du code civil.

ARTICLE 4 – POINT DE DEPART ET DUREE DES GARANTIES

4.1 – Garanties pendant la période de construction

4.1.1. Durée des garanties

Les garanties prennent effet à la date de notification du marché.

Il est précisé que si la date de prise d'effet du marché d'assurance est postérieure à la date d'ouverture du chantier, la garantie s'applique aux biens assurés réalisés ou se trouvant sur le site antérieurement à la date de prise d'effet du contrat.

Seront couverts les sinistres ou dommages intervenus après la prise d'effet du contrat y compris ceux affectant des ouvrages déjà réalisés avant la prise d'effet du contrat. Mais les dommages ou sinistres connus du Maître d'ouvrage ou des intervenants avant la prise d'effet du contrat sont exclus.

Les garanties se terminent à la date prévisionnelle de réception des ouvrages à l'exception de la garantie Maintenance- visite qui s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement.

4.1.2. Prolongation des garanties

Voir l'article 9.2 du CCAP y afférant.

4.2 – Garanties pendant la période de maintenance

La garantie « maintenance visite » commence aussitôt après la fin de la période de la garantie de base « Tous Risques Chantier » et s'applique pour une durée de 12 mois à compter de la réception définitive de l'ouvrage

ARTICLE 5– SINISTRE

En complément des dispositions du CCAP applicables en la matière, il est précisé les points suivants :

5.1 Détermination de l'indemnité

L'indemnité s'apprécie au coût réel de la réparation au moment où celle-ci est exécutée.

Par réparation, il faut entendre tous travaux qu'il convient de réaliser après la survenance de pertes ou dommages pour réparer, remettre en état, remplacer ou reconstruire à l'identique.

Si la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, par réparation il faut entendre tous travaux qu'il conviendrait de réaliser pour que l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée redevienne conforme à sa destination avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes.

En cas de sinistre avec réparation impossible, l'indemnité sera calculée sur la base du coût de l'ouvrage d'origine indexé à la date du sinistre.

En cas de sinistre, le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) chargé(s) des travaux de réparation établira(ont) ses (leurs) devis conformément aux dispositions mentionnées dans les pièces de son (leur) marché de travaux (Acte d'engagement, cahiers des charges (CCAP et CCAG) notamment). L'Assureur accepte que le montant des travaux de reprise soit établi selon lesdites dispositions précitées et renonce à demander toute forme de diminution ou abattement sur le montant des travaux de reprise.

5.2 Modalités de règlement de l'indemnité

L'Assureur indemnise l'Assuré (le Maître d'ouvrage) à moins que ce dernier n'autorise le paiement à toute autre personne ayant intérêt dans la présente assurance et ensuite n'exerce le recours, le cas échéant, selon les modalités prévues.
